

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200062]

19 DECEMBRE 2014. — Arrêté ministériel concernant les dispositions temporaires en matière de primes énergie, logement et embellissement

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, notamment les articles 14, 15, 16, 17, 19, et 20;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, notamment l'article 184, 2°;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 37 dans sa version en vigueur jusqu'au 6 août 2008;

Vu le décret du 11 décembre 2014 contenant le budget de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015 et plus particulièrement son article 190 qui habilite le Ministre ayant le Logement et l'Énergie dans ses compétences à prendre des mesures visant à suspendre à partir du 1^{er} janvier 2015 et à définir les modalités de la suspension de l'octroi et de l'éligibilité des primes découlant de différentes réglementations;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 25*bis*, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29*bis*, alinéa 2;

Vu l'urgence de réduire les coûts liés aux primes suite à l'adoption du décret budgétaire;

Considérant que le « intitulé ou référence au cavalier budgétaire » comporte des dispositions susceptibles de générer une insécurité juridique dans le chef des destinataires des normes, notamment en raison de la suspension ou de l'échéance des programmes de primes.

Considérant que l'une des priorités de la politique énergie - logement est l'amélioration de la qualité des habitations et que le régime des primes est un outil majeur en vue d'atteindre cet objectif;

Vu l'article 190 du décret du 11 décembre 2014 qui stipule que l'instauration de mesures transitoires est indispensable en vue d'éviter toute discontinuité dans l'information et dans les mesures de soutien,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. L'éligibilité des demandes de primes octroyées par les arrêtés suivants est suspendue à partir du 1^{er} janvier 2015 :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable;

2^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques;

3^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables;

4^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle;

5^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

6^o arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2004 instaurant une aide à l'embellissement extérieur des immeubles destinés principalement à l'habitation;

7^o arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

8^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

9^o arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les demandes de primes sont éligibles aux conditions suivantes :

1^o les travaux et investissements :

a) font l'objet, avant le 1^{er} janvier 2015, d'un engagement écrit portant sur la réalisation de la totalité de ceux-ci et sont financés avant le 1^{er} janvier 2015 à concurrence de 20 %, la preuve en étant apportée par virement bancaire, ou

b) ont fait l'objet d'une facturation conformément à l'article 25, alinéa 2, du Code de commerce avant le 1^{er} janvier 2015;

2^o les pièces visées au 1^oa et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 2. L'octroi de la prime pour les demandes introduites selon l'alinéa 2 de l'article 1^{er} est soumis au respect des conditions fixées par les réglementations visées à l'article 1^{er}.

Art. 3. A partir du 1^{er} janvier 2015, les demandes de primes visées par l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie sont éligibles, aux conditions cumulatives suivantes :

1° les travaux et investissements :

a) font l'objet, avant le 1^{er} janvier 2015, d'un engagement écrit portant sur la réalisation de la totalité de ceux-ci;

b) sont financés avant le 1^{er} janvier 2015 à concurrence de 20 %, la preuve en étant apportée par virement bancaire;

2° les pièces visées au 1° et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

Par dérogation à l'article 95, les primes sont accordées pour tout investissement éligible ayant fait l'objet d'un formulaire de demande « mesures transitoires » avant le 1^{er} février 2015, réalisé au-delà du 31 décembre 2014.

*CHAPITRE II. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014
instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables*

Art. 4. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, la demande de prime reste éligible à condition d'avoir sollicité le passage d'un délégué du Ministre chargé d'établir un rapport d'estimation avant le 1^{er} janvier 2015, le cachet de la poste faisant foi.

CHAPITRE III. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans le noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable

Art. 5. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable, la demande de prime reste éligible à condition que le permis d'urbanisme soit délivré avant le 1^{er} janvier 2015 ou que le compromis de vente soit signé avant le 1^{er} janvier 2015.

La pièce visée à l'alinéa 1^{er} et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

*CHAPITRE IV. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999
instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques*

Art. 6. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, la demande de prime reste éligible à la condition que :

1° le permis d'urbanisme soit délivré avant le 1^{er} janvier 2015 pour la construction d'un logement;

2° le compromis de vente soit signé avant le 1^{er} janvier 2015 pour l'acquisition d'un logement salubre;

3° le demandeur ait sollicité le passage d'un délégué du Ministre chargé d'établir un rapport d'estimation avant le 1^{er} janvier 2015, le cachet de la poste faisant foi, pour l'acquisition d'un logement suivi de l'exécution de travaux.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les pièces et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

CHAPITRE V. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle

Art. 7. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle, la demande de prime reste éligible à condition d'avoir sollicité le passage d'un délégué du Ministre chargé d'établir un rapport d'estimation avant le 1^{er} janvier 2015, le cachet de la poste faisant foi.

*CHAPITRE VI. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999
instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables*

Art. 8. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 8, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables, la demande de prime reste éligible à la condition que l'arrêté du bourgmestre reconnaissant que le logement constitue une menace pour la sécurité publique soit prononcé avant le 1^{er} janvier 2015.

La pièce visée à l'alinéa 1^{er} et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

CHAPITRE VII. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation

Art. 9. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation 2014, la demande de prime reste éligible à condition d'avoir sollicité le passage d'un délégué du Ministre chargé d'établir un rapport d'estimation avant le 1^{er} janvier 2015, le cachet de la poste faisant foi.

*CHAPITRE VIII. — L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2004
instaurant une aide à l'embellissement extérieur des immeubles destinés principalement à l'habitation*

Art. 10. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement instaurant une aide à l'embellissement extérieur des immeubles destinés principalement à l'habitation, la demande de prime reste éligible à condition que la demande soit introduite conformément à l'article 4 avant le 1^{er} janvier 2015, le cachet de la poste faisant foi.

CHAPITRE IX. — *L'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie*

Art. 11. Par dérogation à l'article 3, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés aux articles 10 à 13/1 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, la demande de prime est éligible à condition que l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme date d'avant le 1^{er} janvier 2015.

L'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 12. Par dérogation à l'article 3, lorsque la demande de prime sur des travaux visés à l'article 14 du même arrêté, la demande de prime est éligible aux conditions suivantes :

1^o l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme date d'avant le 1^{er} janvier 2015. L'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi;

2^o lorsque les travaux sont réalisés, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration compétente dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la réception provisoire ou de la déclaration PEB finale et avant le 31 août 2017.

Art. 13. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés aux articles 27 et 30, § 1^{er}, du même arrêté, la demande de prime est éligible à condition que l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme date d'avant le 1^{er} janvier 2015. L'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme et le formulaire de demande « mesure transitoire » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 14. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés aux articles 37 et 38, § 1^{er}, du même arrêté, la demande de prime est éligible à condition que l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme date d'avant le 1^{er} janvier 2015. L'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme et le formulaire de demande « mesure transitoire » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 15. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés au Titre 3 du même arrêté, la demande de prime reste éligible à condition que la notification d'attribution du marché public date d'avant le 1^{er} janvier 2015.

La notification d'attribution du marché public et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

CHAPITRE X. — *L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire*

Art. 16. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 2, lorsque la demande de prime porte sur des travaux visés à l'article 4, §§ 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, la demande de prime reste éligible à condition que l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme date d'avant le 1^{er} janvier 2015.

L'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme et le formulaire de demande « mesures transitoires » forment un dossier à adresser à l'administration compétente avant le 1^{er} février 2015, le cachet de la poste faisant foi.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Namur, le 19 décembre 2014.

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200062]

19. DEZEMBER 2014 — Ministerialerlass betreffend die Übergangsvorschriften im Bereich der Energieprämien, der Wohnungsprämien und der Prämien für Verschönerungsarbeiten

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, insbesondere der Artikel 14, 15, 16, 17, 19 und 20;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere des Artikels 184 2^o;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 5, 6, 7, 8, 9 und 10;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 37 in seiner bis am 6. August 2008 geltenden Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Dezember 2014 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2015 und insbesondere des Artikels 190, durch den der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen und die Energie gehören, befugt wird, Maßnahmen zu ergreifen, um ab dem 1. Januar 2015 verschiedene Beihilferegeln aufzuheben sowie die Modalitäten für diese Aufhebung der Gewährung und der Zulässigkeit der im Rahmen dieser Regelungen gezahlten Prämien festzulegen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 25bis, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29bis, Absatz 2;

Aufgrund der Dringlichkeit, die im Anschluss an die Verabschiedung des Haushaltsdekrets erforderliche Reduzierung der durch diese Prämien verursachten Kosten zu erreichen;

In der Erwägung, dass der "Titel oder die Bezugnahme auf die Haushaltszusatzbestimmung" Verfügungen umfasst, die Gefahr laufen, eine juristische Unsicherheit bei den Empfängern der Normen hervorzurufen, insbesondere aufgrund der Aufhebung oder des bevorstehenden Abschlusses der Prämienregelungen;

In der Erwägung, dass eines der vorrangigen Ziele auf dem Gebiet der Energie- und Wohnungspolitik die Verbesserung der Qualität der Wohnungen ist, und dass das Prämiensystem ein bedeutendes Instrument ist, um dieses Ziel zu erreichen;

In der Erwägung, dass Artikel 190 des Dekrets vom 11. Dezember 2014, durch den die Einführung von Übergangsmaßnahmen ermöglicht wird, unerlässlich ist, um jede Unterbrechung der Informationen und der Fördermaßnahmen zu vermeiden,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Die durch die folgenden Erlasse gewährte Zulässigkeit der Prämienanträge wird ab dem 1. Januar 2015 aufgehoben:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

6° Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenverschönerung an hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden;

7° Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

8° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installation eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installation eines solaren Warmwasserbereiters;

9° Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

In Abweichung von Absatz 1 sind die Prämienanträge unter folgenden Bedingungen zulässig:

1° die Arbeiten und Investitionen:

a) sind vor dem 1. Januar 2015 Gegenstand einer schriftlichen Verpflichtung, der zufolge sie vollständig ausgeführt werden und sie werden vor dem 1. Januar 2015 in Höhe von 20% finanziert, wobei diese Finanzierung durch eine Banküberweisung belegt wird, oder

b) sie waren vor dem 1. Januar 2015 Gegenstand einer Inrechnungstellung nach Artikel 25 Absatz 2 des Handelsgesetzbuches;

2° die unter Punkt 1° a) angeführten Schriftstücke und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

Art. 2 - Die Gewährung der Prämie für die nach Artikel 1 Absatz 2 eingereichten Anträge ist an die Beachtung der in Bedingungen gebunden, die in den in Artikel 1 angeführten Rechtsvorschriften festgelegt werden.

Art. 3 - Ab dem 1. Januar 2015 sind die in dem Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung angeführten Prämienanträge zulässig, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

1° die Arbeiten und Investitionen:

a) sind vor dem 1. Januar 2015 Gegenstand einer schriftlichen Verpflichtung, der zufolge sie vollständig ausgeführt werden;

b) werden vor dem 1. Januar 2015 in Höhe von 20% finanziert, wobei diese Finanzierung durch eine Banküberweisung belegt wird;

2° die unter Punkt 1° angeführten Schriftstücke und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

In Abweichung von Artikel 95 werden die Prämien für jede zulässige Investition gewährt, für die vor dem 1. Januar 2015 ein Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" eingereicht wurde und die nach dem 31. Dezember 2014 getätigt wurde.

KAPITEL II — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen*

Art. 4 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1 Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass eine Ortsbesichtigung eines Beauftragten des Ministers, der mit der Erstellung eines Abschätzungsberichts beauftragt ist, vor dem 1. Januar 2015 angefordert wurde (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL III — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung*

Art. 5 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1, Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass die Städtebaugenehmigung vor dem 1. Januar 2015 ausgestellt worden ist, oder dass die Verkaufszusage vor dem 1. Januar 2015 unterzeichnet worden ist.

Das unter Absatz 1 angeführte Schriftstück und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL IV — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen*

Art. 6 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1, Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass:

- 1° die Städtebaugenehmigung für den Bau einer Wohnung vor dem 1. Januar 2015 ausgestellt worden ist;
- 2° die Verkaufszusage für den Erwerb einer gesunden Wohnung vor dem 1. Januar 2015 unterzeichnet worden ist;
- 3° der Antragsteller vor dem 1. Januar 2015 eine Ortsbesichtigung eines Beauftragten des Ministers, der mit der Erstellung eines Abschätzungsberichts beauftragt ist, angefordert hat (es gilt das Datum des Poststempels).

Für die Anwendung von Absatz 1, 1° und 2° bilden die Schriftstücke und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL V — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren*

Art. 7 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1, Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren, angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass eine Ortsbesichtigung eines Beauftragten des Ministers, der mit der Erstellung eines Abschätzungsberichts beauftragt ist, vor dem 1. Januar 2015 angefordert wurde (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL VI — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen*

Art. 8 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1, Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 8 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass der Erlass des Bürgermeisters, durch den erklärt wird, dass die Wohnung eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit darstellt, vor dem 1. Januar 2015 verkündet worden ist.

Das unter Absatz 1 angeführte Schriftstück und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL VII — *Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren*

Art. 9 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1 Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags 2014 eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass eine Ortsbesichtigung eines Beauftragten des Ministers, der mit der Erstellung eines Abschätzungsberichts beauftragt ist, vor dem 1. Januar 2015 angefordert wurde (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL VIII — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenverschönerung an hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden*

Art. 10 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1, Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenverschönerung an hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass der Antrag gemäß Artikel 4 vor dem 1. Januar 2015 eingereicht worden ist (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL IX — *Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung*

Art. 11 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 3 Arbeiten betrifft, die in den Artikeln 10 bis 13/1 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung ein Datum trägt, das vor dem 1. Januar 2015 liegt.

Die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

Art. 12 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 3 Arbeiten betrifft, die in Artikel 14 desselben Erlasses angeführt werden, so ist dieser Antrag unter den folgenden Bedingungen zulässig:

- 1° Die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung trägt ein Datum, das vor dem 1. Januar 2015 liegt. Die Empfangsbestätigung der Städtebaugenehmigung und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

2° Wenn die Arbeiten fertiggestellt sind, reicht der Antragsteller die Akte innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der vorläufigen Abnahme oder der endgültigen PEB-Erklärung läuft, und vor dem 31. August 2017 bei der zuständigen Verwaltung ein.

Art. 13 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1 Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in den Artikeln 27 und 30 § 1 desselben Erlasses angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung ein Datum trägt, das vor dem 1. Januar 2015 liegt. Die Empfangsbestätigung der Städtebaugenehmigung und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).".

Art. 14 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1 Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in den Artikeln 37 und 38 § 1 desselben Erlasses angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung ein Datum trägt, das vor dem 1. Januar 2015 liegt. Die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).".

Art. 15 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1 Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Titel 3 desselben Erlasses angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass die Zustellung über die Vergabe des öffentlichen Auftrags ein Datum trägt, das vor dem 1. Januar 2015 liegt.

Die Zustellung über die Vergabe des öffentlichen Auftrags und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL X — *Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters*

Art. 16 - Wenn der Prämienantrag in Abweichung von Artikel 1 Absatz 2 Arbeiten betrifft, die in Artikel 4 §§ 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters angeführt werden, so bleibt der Prämienantrag zulässig, unter der Bedingung, dass die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung ein Datum trägt, das vor dem 1. Januar 2015 liegt.

Die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung und das Antragsformular "Übergangsmaßnahmen" bilden eine Akte, die der zuständigen Verwaltung vor dem 1. Februar 2015 zu übermitteln ist (es gilt das Datum des Poststempels).

KAPITEL XI — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Namur, den 19. Dezember 2014

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200062]

19 DECEMBER 2014. — Ministerieel besluit betreffende tijdelijke maatregelen inzake de premies energie, huisvesting en verfraaiing

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

Gelet op het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 14, 15, 16, 17, 19 en 20;

Gelet op het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, inzonderheid op artikel 184, 2°;

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 10;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37 in de versie van kracht tot 6 augustus 2008;

Gelet op het decreet van 11 december 2014 houdende de begroting van het Waals Gewest voor het begrotingsjaar 2015, meer bepaald artikel 190 waarbij de voor huisvesting en energie bevoegde Minister maatregelen mag nemen tot opschorting, vanaf 1 januari 2015, en tot bepaling van de modaliteiten tot opschorting van de toekenning van en de toelaatbaarheid tot de premies die uit verschillende regelgevingen resulteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, artikel 25bis, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, artikel 29bis, tweede lid;

Overwegende dat de kosten i.v.m. de premies dringend verminderd moeten worden tengevolge van de aanneming van het begrotingsdecreet;

Overwegende dat het « opschrift of de verwijzing naar de budgettaire ruiter » bepalingen inhoudt die een rechtsonzekerheid kunnen veroorzaken bij de bestemmelingen van de normen, met name wegens de opschorting of de looptijd van de premieprogramma's.

Overwegende dat de verbetering van de kwaliteit van de woningen één van de prioriteiten van het beleid energie-huisvesting is en dat de premiëregeling een belangrijk middel is om die doelstelling te halen;

Gelet op artikel 190 van het begrotingsdecreet van 11 december 2012, waarbij bepaald wordt dat de invoering van tijdelijke maatregelen onontbeerlijk is om elke discontinuïteit inzake de informatieverstrekking en de steunmaatregelen te voorkomen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. De toelaatbaarheid van de aanvragen van premies die bij de volgende besluiten worden verleend, wordt opgeschort vanaf 1 januari 2015 :

1° besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning;

2° besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur;

3° besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen;

4° besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd;

5° besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

6° besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2004 tot invoering van een tegemoetkoming voor de verfraaiing van de buitenkant van panden die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn;

7° besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

8° besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;

9° besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen.

In afwijking van het eerste lid komen de aanvragen van premies in aanmerking onder de volgende voorwaarden :

1° de werken en investeringen :

a) zijn voor 1 januari 2015 het voorwerp van een schriftelijke verbintenis dat ze in hun geheel uitgevoerd worden en worden voor 1 januari 2015 gefinancierd ten belope van 20 %, met een bankoverschrijving als bewijs, of

b) zijn voor 1 januari 2015 het voorwerp van een facturering overeenkomstig artikel 25, tweede lid, van het Handelswetboek;

2° de stukken bedoeld onder 1° a) en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 2. De premie i.v.m. de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 1, tweede lid, wordt toegekend onder de voorwaarden die vastliggen in de regelgevingen bedoeld in artikel 1.

Art. 3. Vanaf 1 januari 2015 komen de aanvragen van premies bedoeld in het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik in aanmerking onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de werken en investeringen :

a) zijn voor 1 januari 2015 het voorwerp van een schriftelijke verbintenis dat ze in hun geheel uitgevoerd worden;

b) worden voor 1 januari 2015 gefinancierd ten belope van 20 %, met een bankoverschrijving als bewijs;

2° de stukken bedoeld onder 1° en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

In afwijking van artikel 95 worden de premies verleend voor elke in aanmerking komende investering die na 31 december 2014 verricht wordt en die voor 1 februari 2015 het voorwerp van een aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » heeft uitgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen*

Art. 4. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, blijft de aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat voor 1 januari 2015 verzocht werd om het bezoek van een afgevaardigde van de Minister die belast wordt met het opmaken van een schattingsverslag, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK III. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning*

Art. 5. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning, blijft de premie-aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat de stedenbouwkundige vergunning afgegeven wordt voor 1 januari 2015 of dat de voorlopige koopakte getekend wordt voor 1 januari 2015.

Het stuk bedoeld in het eerste lid en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK IV. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur*

Art. 6. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur, blijft de aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat :

1° de stedenbouwkundige vergunning voor 1 januari 2015 afgegeven wordt voor de bouw van een woning;

2° de voorlopige koopakte voor 1 januari 2015 getekend wordt voor de aankoop van een gezonde woning;

3° de aanvrager voor 1 januari 2015 verzocht heeft om het bezoek van een afgevaardigde van de Minister die belast wordt met het opmaken van een schattingsverslag, waarbij de poststempel bewijskracht heeft, wat betreft de aankoop van een woning gevolgd door de uitvoering van werken.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1° en 2°, vormen de stukken en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK V. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd*

Art. 7. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd, blijft de aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat voor 1 januari 2015 verzocht werd om het bezoek van een afgevaardigde van de Minister die belast wordt met het opstellen van een schattingsverslag, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK VI. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen*

Art. 8. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 8, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen, blijft de aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat het besluit van de burgemeester waarbij bevestigd wordt dat de woning een dreiging voor de openbare veiligheid vormt, uitgesproken wordt voor 1 januari 2015.

Het stuk bedoeld in het eerste lid en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK VII. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract*

Art. 9. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract, blijft de aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat voor 1 januari 2015 verzocht werd om het bezoek van een afgevaardigde van de Minister die belast wordt met het opmaken van een schattingsverslag, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK VIII. — *Besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2004 tot invoering van een tegemoetkoming voor de verfraaiing van de buitenkant van panden die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn*

Art. 10. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2004 tot invoering van een tegemoetkoming voor de verfraaiing van de buitenkant van panden die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn, blijft de aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat ze overeenkomstig artikel 4 ingediend wordt voor 1 januari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK IX. — *Ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik*

Art. 11. In afwijking van artikel 3, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in de artikelen 10 tot 13/1 van het ministerieel besluit van 10 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, komt de aanvraag in aanmerking op voorwaarde dat het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015.

Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunningstuk en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 12. In afwijking van artikel 3, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 14 van hetzelfde besluit, komt de premie-aanvraag in aanmerking onder de volgende voorwaarden :

1° het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015. Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunningstuk en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft;

2° als de werken uitgevoerd zijn, wordt het dossier door de aanvrager aan de bevoegde administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de voorlopige oplevering of van de EPB-slotaangifte, en voor 31 augustus 2017.

Art. 13. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in de artikelen 27 en 30, § 1, van hetzelfde besluit komt de premie-aanvraag in aanmerking op voorwaarde dat het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015. Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregel » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft. ».

Art. 14. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in de artikelen 37 en 38, § 1, van hetzelfde besluit komt de premie-aanvraag in aanmerking op voorwaarde dat het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015. Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregel » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft. ».

Art. 15. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in Titel 3 van hetzelfde besluit, blijft de premie-aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat de kennisgeving van de aanbesteding van de overheidsopdracht dateert van voor 1 januari 2015.

De kennisgeving van de aanbesteding van de overheidsopdracht en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK X. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler*

Art. 16. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 4, §§ 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler, blijft de premie-aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015.

Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepaling*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Namen, 19 december 2014.

P. FURLAN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2014/31572]

24 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération signé à Bruxelles le 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Annexe

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité

Vu l'article 151, § 1^{er}, alinéa 3, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier les articles 11*bis*, alinéas 2 et 3, et 92*bis*, § 4*decies*, insérés par la loi spéciale du ...;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en particulier les articles 42 et 63;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réforme institutionnelle pour la Communauté germanophone, en particulier l'article 55*bis*, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du ...;

Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer la cohérence de la politique criminelle et de la politique de sécurité, notamment en prévoyant la participation des Régions et Communautés aux réunions du Collège des procureurs généraux, ainsi qu'une coordination des politiques entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, chacun dans le cadre de ses compétences, à propos du Plan national de Sécurité et de la Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

L'Etat fédéral, représenté par le Premier ministre, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice;

La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par leur Gouvernement en la personne du Ministre-Président et du Ministre de l'Administration intérieure;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président;

La Région wallonne, représentée par le Ministre-Président;

La Région Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre-Président;

La Commission communautaire commune, représentée par le Ministre-Président.